

Grande-Bretagne : l'armée de sa majesté menace le candidat travailliste Jeremy Corbyn. P. 3

Conférence sur le climat : le gouvernement s'engage à empêcher la contestation. P. 7

L'ESTACA

"Décider de ne pas prendre parti, c'est déjà prendre parti."

Numéro 3

Automne 2015



Les Européens rattrapés par le réel.

Noyés à l'extérieur, submergés à l'intérieur ?

La photographie du corps sans vie d'un enfant noyé a « marqué » l'opinion dans les limites fixées par le cadre du débat médiatique. Alors que les fusions-acquisitions s'accéléraient dans les mass-médias français, la pseudo découverte du « drame des migrants » a simplement servi la surenchère xénophobe et sécuritaire.

Pris dans les goulots d'étranglements frontaliers, des milliers de personnes sont devenues dans le cadre de la caméra un flot menaçant, un tsunami d'étrangeté. La situation administrative des immigrants extra-européens n'a cessé de se dégrader au cours des deux dernières décennies, les droits de l'Homme les plus élémentaires des conventions internationales leur sont refusés. De Sangate à l'église Saint-Bernard, de sommets de Vichy en ministère de l'identité nationale, l'État français s'est résolument engouffré dans la criminalisation de l'étranger.

En parallèle, la condition salariale régresse sans fin, la pauvreté et le chômage de masse sont institutionnalisés, la précarité est la norme de la compétition internationale entre travailleur-ses du monde entier. (suite page 2).

Carnages dans la Civilisation.

Oslo, le 27 juillet 2007, Anders Behring Breivik a assassiné 77 personnes et en a blessé 151 autres. Le militant d'extrême-droite a tué 8 personnes avec une bombe dans le centre d'Oslo puis a attaqué un camp de la ligue des jeunes du parti travailliste de Norvège sur l'île d'Utoya, y exécutant 69 personnes.

Il a affirmé lors de son procès qu'il avait visé les sociaux-démocrates parce qu'ils étaient coupables « de marxisme culturel » qui conduisait à l'avènement d'une « Eurabia » qu'il entendait affronter en défenseur de la « Chrétienté ». Le militant d'extrême-droite a été condamné à 21 ans de prison.

Le 1er octobre dernier une fusillade faisait une dizaine de morts sur le campus d'Umpqua Community College. C'était la 45ème fusillade dans un établissement depuis le début l'année!

Le site Gun Violence Archive rapporte qu'en 2014, 12.562 personnes ont été tuées par balle aux USA, 23.015 autres ont été blessées?

(suite page 2).

Crime de guerre !

L'armée américaine a bombardé l'hôpital de Médecins Sans Frontières à Kunduz, en Afghanistan, tuant 30 personnes dont 19 humanitaires.

Un rapport de l'ONG établit le caractère intentionnel du massacre, la France et l'Australie semblent avoir été au courant de l'imminence de l'attaque.

MSF exige dans un communiqué l'ouverture d'une enquête dire la CIHEF (Commission d'enquête internationale humanitaire) pour violation du droit humanitaire par les USA.

MSF TRAUMA HOSPITAL KUNDUZ, AFGHANISTAN

MSF TRAUMA CENTRE
36°43'4.91"N 68°51'43.96"E

MSF OFFICE
36°43'3.29"N 68°51'42.62"E

BEFORE

21 June 2015



AFTER

8 October 2015



Photographie satellite de l'hôpital de Médecins Sans Frontières en juin dernier puis le 8 octobre, après l'attaque américaine. Le bâtiment est entièrement détruit.

Source / photo msf.org

#INDEPENDENTINVESTIGATION
CHANGE.ORG/EVENWARHASRULES

SOMMAIRE

L'OTAN, un risque militaire pour les Européens et le monde. P.2

Menacé par Erdogan et l'État Islamique : soutenir le peuple kurde. P. 4-5

Merah, Coulibaly, l'ombre des services secrets français plane sur les attentats. P.8

Armée grecque contre les migrants: crosses en l'air! P.3

Projet minier, centrale à gaz, menace fasciste, la Bretagne se mobilise. P. 6

Hollande : le président champion des exécutions extra-judiciaires. P.8

Persistance du réel.

Ce numéro de l'Estaca était en cours de rédaction quand eurent lieu les attentats de Paris. L'Estaca est né comme un anti-charlie, pour s'opposer à la grande manœuvre sécuritaire qui consiste à faire croire aux gens qu'ils sont faibles, impuissants, incapables de vivre sans la protection de l'État, et hors de la loi du Marché.

Les lois antiterroristes ne sont pas faites pour faire cesser le terrorisme, elles sont dirigées contre les peuples, tout autant que la guerre contre le terrorisme est surtout une guerre pour la suprématie entre puissances.

Il n'y pas de fin à l'antiterrorisme, et l'effondrement de la démocratie américaine en est l'exemple le plus probant. Aujourd'hui, n'importe quel américain peut subir une descente à son domicile du swat, ou être abattu simplement parce qu'il aura traversé en dehors des passages cloutés.

Le déclenchement de l'État d'urgence pour ce 3ème 11 septembre français en trois ans est une menace grave à l'encontre de nous tou-tes. La parole guerrière et l'absence d'opposition politique massive face au basculement dans la semi-dictature constitue un péril immédiat. Toutes les luttes sont concernées par ce blanc-seing donné à une répression qui s'était déjà largement accrue ces dernières années.

La stratégie de la tension que l'État français a décidé de développer en stigmatisant toute lutte déterminée en terrorisme d'un côté, et en favorisant l'essor de mouvements sectaires et fanatiques de l'autre, vise à priver la population des moyens de se défendre collectivement.

Si elle veut rester sauve, la « société civile », (et l'euphémisme est d'autant plus frappant désormais que l'armée est déployée dans les rues de nos villes), doit se nicher sous l'aile protectrice de l'État. Or c'est précisément cet État et l'ordre social

qu'il est chargé de maintenir qui sont responsables de ses malheurs.

En proclamant partout qu'il faut combattre la peur, les médias en réalité la propagent. Pour ne plus avoir peur il faut se battre ensemble, ici, aujourd'hui, contre ceux qui propagent la misère, la guerre, la haine et le chaos partout sur la planète.

Les hypocrites appels à la non-stigmatisation des « musulmans » lancés sur les ondes et les écrans sont en réalité une forme vicieuse de mise au ban. Ce groupe que l'on pointe du doigt pour ne « pas le stigmatiser », on le crée de toute pièce, on effectue une discrimination d'individus singuliers au départ, opération qui à l'arrivée rend possible la stigmatisation.

Réduit à son plus simple appareil, le message est en substance : « De grâce ne vous vengez pas sur ceux que l'on vous désigne partout ». Et déjà on évoque la nécessité d'interdire le voile à l'université, d'arrêter des gens en masse, d'isoler et de rééduquer des jeunes « repérés comme radicalisés ».

Cette répression va viser en priorité les quartiers populaires et aggraver le comportement colonial de la police française à l'égard des classes populaires et de notre jeunesse.

L'œilleton sécuritaire n'empêchera toutefois jamais à une vaste clameur de s'exprimer. Face aux lois d'exception, nous devons nous apprêter à mener des combats tout à la mesure de la menace. La cop 21 demeure le premier et le plus symbolique rendez-vous des peuples face aux faiseurs de guerre et de terrorisme. Cap sur la COP ! Et son monde.

Robert Sepière.



Noyés à l'extérieur, submergés à l'intérieur ?

« Aujourd'hui nous avons peur. Peur de commencer, peur de finir, peur de conduire, peur de percuter, d'écraser, d'électrocuter, de réduire en bouillie un pauvre hère, un déshérité, un maudit de la vie, un damné de la Terre ». *Communiqué du 1er octobre 2015 des conducteurs Cgt d'Eurotunnel.*

(suite de la première page)

« La guerre économique est devenue la guerre tout court ».

Les années 90 ont vu le triomphe de l'idéologie ultra-libérale célébrer l'avènement du village global, un monde entièrement organisé par le capital, sous la protection impériale de la plus forte armée de tous les temps, l'US army.

Mais cet ordre martial, l'impossible « fin de l'histoire », ont répandu et la violence socio-économique et la violence physique. La guerre économique est devenue la guerre tout court. La guerre pour la liberté est une guerre pour les ressources et le contrôle des routes commerciales mondiales.

A l'intérieur de nos frontières, celles et ceux qui fuient la mort ou l'esclavage sont pris comme boucs-émissaires par le discours dominant, qui n'est rien d'autre que le discours de la classe dominante.

Si l'on croyait les médias dominants, on se dirait que les étrangers sont un danger, que le peu que nous avons, ils veulent nous le prendre, que s'il nous rejoignent, nous les suivront dans l'enfer de ce monde que l'on voudrait bien faire mine d'ignorer.

Il n'y a pas si longtemps on pouvait se payer à pas cher un séjour de nabab à Djerba, là où les gens étaient « pauvres, mais si gentils, simples, ils n'ont rien mais eux ils ne se plaignent pas ». On pouvait pour un RSA s'offrir une vie à la cool en dirham. On pouvait, avec un peu plus d'argent, prendre l'avion pour Charm-el-Cheikh.

Invités à se comporter en touristes-consommateurs de masse, les beaufs occidentaux apparaissaient dans le Tiers-Monde tels des citoyens décadents de l'Empire.

Plus riches que les locaux, avec plus de droits, avec un passeport qui ouvrait bien plus de frontières que celui d'un malien ou d'un tunisien, ils pouvaient jouir quelques jours par an du sentiment de supériorité sociale.

Mais voilà, le poids des bottes des GI's, les centres de torture, Guantanamo, Abou Ghraib, les frappes de drones, les enlèvements, les prisons secrètes ont semé de par le monde la mort et la haine.

L'immersion des sociétés arabes dans le chaos des guerres impérialistes a fait fuir les tours-opérateurs. Celles et ceux qui essaient d'échapper à leur misère ou à pire voient d'autres armes les mettre en joue sur l'autre rive de la Méditerranée. De ces mêmes armes que l'ont retournera vers les peuples d'Europe, si d'aventure ils venaient à se révolter.

Tendre les bras à ceux qui nous rejoignent par-delà les barbelés et les murs, c'est accrocher les mains qui nous aideront à nous libérer nous-mêmes. Rien ne se fera de bon qui ne rende les frontières inutiles. L'Europe-forteresse, si nous la laissons s'établir, se transformera tôt ou tard en Bastille pour les populations qu'elle feint de vouloir protéger.

Car est-elle protectrice cette Europe ultra-libérale ? Se soucient-ils réellement de nos vies ces dirigeants politiques qui protègent les industries semeuses de mort, Areva, Total, Monsanto et consorts ? La réponse est dans la question,

L'État d'urgence va entraîner davantage de répression envers les sans-papiers, participer à leurs côtés à la lutte pour leur liberté, c'est aussi la voie pour espérer conquérir la nôtre.

Matoub el-Younès.

Carnages dans la Civilisation.



Flastroff en Moselle, en octobre y étaient organisés des « ateliers découverte » par des réserviste dans la cours de l'école du village. *Source/photo, Le Républicain Lorrain.*

(suite de la première page).

Le bilan le 2 octobre pour l'année 2015 était déjà de 9.956 morts et de 20.269 blessés. Depuis janvier il y a eu sur le territoire américain 264 fusillades de masse. Ces fusillades à l'intérieur des frontières US font plus de morts que les guerres américaines à l'étranger. Entre 2003 et 2015, 4.493 soldats américains sont morts en Irak, 2.370 sont morts en Afghanistan sur la période 2001-2015. Ces deux guerres cumulées ont tué moins d'américains qu'il n'en meurent par balle chaque année aux USA.

Au-delà du caractère politique des attentats de Paris, et des liens avec les guerres impérialistes, le fait qu'ils aient été réalisés par des individus membres de la société visée oblige à démasquer la violence systémique qui produit ces violences qualifiées à tort d'individuelles ou de simple folie. Le kamikaze, le lycéen qui abat sa classe avec un M-16, le blond nazi qui se prend pour un chevalier, tous partagent avec nous l'appartenance à une société profondément aliénante.

L'absence de sens, le sentiment de vide que produit la société de consommation arrive à son extrême-limite.

Le sentiment de crise de l'être se mêle à la crise dite économique, la crise de nerf quant à elle n'est pas loin. Une société balayée par de si fortes émotions est affaiblie, toute l'adresse de la manœuvre des élites sera d'essayer de nous faire croire que leur faiblesse serait la nôtre.

Un monde est à abattre, et à plus d'un titre il se détruit déjà lui-même, tel un Golgotha il veut nous entraîner dans la mort. La mort de notre éco-système, la mort de la vie dans un monde ordonné par le Capital, et puis un jour la mort physique, dans une rue de Paris ou de Rakka.

T. Rhappy.

1-Source, *Everytown for un safety.*
2-Site *Gun Violence Archive*, octobre 2015.

L'Otan, un risque militaire pour les Européens.

Au moment de la fin de l'URSS, les États-Unis s'étaient engagés à ne pas chercher à étendre les frontières de l'OTAN aux anciens pays du pacte de Varsovie. 25 ans plus tard, les pays Baltes, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie, la république Tchèque ont été intégrés à l'alliance militaire atlantiste.

Les révolutions de Géorgie et d'Ukraine ont été largement instrumentalisées par les Russes et les Occidentaux, américains en tête.

L'escalade militaire actuelle que mène l'OTAN sur le continent européen menace clairement la sphère d'influence russe et provoque des réactions dangereuses du Kremlin.

L'Obs monde a publié en juin dernier un article dans lequel Vladimir Poutine annonçait que la Russie augmentait ses capacités militaires, notamment dans le

déploiement de missiles balistiques nucléaires capables d'atteindre les infrastructures de l'OTAN. Il s'est justifié en déclarant : « C'est l'OTAN qui arrive à nos frontières et non pas nous qui allons quelque part »¹.

C'est que de leur côté, les USA et l'OTAN multiplient les messages agressifs à l'égard de la Russie.

Entre janvier et août 2015 la presse faisait déjà état de plus de 200 missions d'interceptions d'avions militaires russes par des appareils de l'OTAN dans l'espace aérien européen. Rien qu'en Baltique 120 interceptions ont eu lieu, alors que la Russie maintient ses activités militaires dans l'enclave de Kaliningrad².

Alors que le bras de fer entre l'Otan et la fédération de Russie sur le futur de l'Ukraine a augmenté les manœuvres et la présence militaire dans l'Est de l'Europe, les incidents se multiplient.

Le 27 mai, l'USS Ross, un destroyer de la 6ème flotte US qui naviguait en mer Noire en direction des eaux territoriales russes a été forcé de se dérouter par un chasseur Soukhoï SU-47³.

Du 20 au 31 juillet, 18 pays participaient aux manœuvres de l'opération Rapid Trident, sous commandement américano-ukrainien.

Le lundi 19 octobre, un avion russe qui transportait une délégation de parlementaires dont le président de la Douma, a été approché en vol par un avion de chasse suisse, sans aucune raison, entraînant un incident diplomatique grave avec la Russie⁴.

En ciblant clairement la Russie, l'Otan fait parvenir sur ses frontières orientales de l'armement lourd ainsi qu'un personnel croissant. Dans le cadre de l'opération Fearless Guardian, 300 parachutistes de la 173ème Airborne sont en Ukraine depuis avril pour former 900 gardes nationaux.

Du 19 octobre au 6 novembre l'opération Trident Juncture a mobilisé 36.000 personnels de défense, issus de 30 pays membres de l'Otan. Les exercices se sont déroulés sur six territoires (Portugal, Espagne, Italie, Norvège, Allemagne, Belgique, Pays-Bas et Canada), ainsi que dans l'Atlantique et en Méditerranée⁵.

L'entrée en guerre de la Russie auprès de Bachar El-Assad vient augmenter les tensions militaires avec les américains. Ayant encore à l'esprit l'exemple libyen, Poutine soutiendra coûte que coûte le régime syrien. La Russie dispose en Syrie de sa seule base navale en mer chaude sans avoir à passer par le Bosphore, Suez ou Gibraltar. L'engagement russe contrecarre un peu plus la politique des USA au Proche-Orient qui face à leur propre enlèvement ont décidé de retourner au sol en Irak et en Afghanistan. Le risque d'un incident entre avions de chasse ou de tirs sur des cibles de forces alliées est devenu très réels, notamment après que deux avions de chasse russes aient accrochés des chasseurs turcs dans l'espace aérien de la Turquie. La Turquie en tant que membre de l'Otan recevrait un soutien automatique des autres États de l'Alliance en cas d'attaque sur son territoire.

De récents événements politiques peuvent faire penser que la France et l'Allemagne manifestent le souhait d'avoir plus de marges de manœuvres vis à vis de l'OTAN[voir page 4]. Mais dans sa partie orientale, l'union européenne est entraînée par des gouvernements nationalistes

fortement mobilisés contre la Russie, et où la présence effective de soldats américains est largement ressentie comme une protection⁶.

Dans les pays Baltes les populations russophones sont de plus en plus menacées dans leurs droits, et sont exclues de la pleine citoyenneté. En Ukraine l'extrême-droite et des groupes clairement fascistes excitent les sentiments nationalistes et les ardeurs bellicistes⁷.

Les contradictions croissantes entre puissances membres d'une même alliance militaire, mais aussi la présence dans des espaces aériens et maritimes de forces militaires de nations hostiles les unes aux autres font peser une menace de guerre entre puissances dotées de l'arme nucléaire sur le territoire européen lui-même. Il n'y aura pas de sanctuaire dans un tel conflit, si ce n'est les bunkers réservés aux élites qui attisent les braises du nationalisme.

Lutter contre le militarisme et le nucléaire n'aura jamais été aussi important depuis la fin de la guerre dite « froide » qui a fait des millions de morts du Vietnam à l'Afghanistan en passant par la Corée.

Guerre à la guerre, OTAN Dégage !

Ernst Friedrich.

1-**France info**, le 16/06/2015 : « Poutine : la Russie va renforcer son arsenal militaire ».

2-**Wikistrike**, le 25/08/2015 : « Pour la paix, des F-22 américains déployés en Europe ».

3-**Le Matin** (Suisse) le 20/10/2015 : « Un F/A-18 approche un avion russe : Berne s'excuse ».

4-**Site de la représentation permanente française auprès de l'Otan** : « Exercices Trident Juncture 2015 ».

5-**L'express**, le 05/10/2015 : « Les incidents se multiplient entre avions russes et turcs à la frontière syrienne ».

6- **Le JDD**, le 14/03/2015 : « Après la l'Ukraine, la Lettonie dans le viseur de la Russie ? ».

- **Le Monde**, le 14/06/2015 : « Les États-Unis pourraient installer des armes lourdes en Europe de l'Est ».

7-**Libération**, le 20/10/2015 : « Ukraine : retour de flamme pour Svoboda ».

-**France TV info**, le 17/07/2015 : « Les ultranationalistes de Pravy Sektor déstabilisent l'Ouest de l'Ukraine ».



Un soldat américain à Kiev, automne 2015.

Grande-Bretagne : le candidat travailliste menacé par l'armée.

C'est un véritable coup de semonce qui a tonné dans la vie politique britannique après qu'un général a déclaré sous couvert d'anonymat, que l'Armée était prête à un putsch si d'aventure le candidat travailliste Jeremy Corbyn accédait au pouvoir sans retirer de son programme les clauses concernant un retrait du Royaume-Uni de l'OTAN ainsi que la fin des programmes nucléaires militaires.

Dans une interview accordée au *Sunday Times* publiée le 20 septembre, un général « haut-placé »¹, a affirmé qu'un gouvernement Corbyn aurait à faire face à une « mutinerie de l'armée s'il essayait de dégrader l'institution ».

Jusqu'à son élection aux primaires du parti travailliste, et ce contre l'establishment politique du Labour, Jeremy Corbyn a été le vice-président de la Campagne pour le Désarmement Nucléaire et membre de la direction de la Stop the War Coalition.

L'engagement britannique aux côtés des États-Unis en Irak (et ce sur la base de mensonges utilisés par le Premier Ministre de l'époque Tony Blair qui l'a reconnu), a soulevé une contestation massive dans le monde entier, et en Grande-Bretagne ce mouvement a joué un rôle déterminant dans le choix de nombreux citoyens de voter Corbyn pour qu'il représente le parti travailliste aux prochaines élections.

Or, à l'heure où la Royal Air force mène des raids au Proche Orient et occupe l'espace aérien de l'Europe orientale, deux engagements de Corbyn sont directement visés par l'officier supérieur.

Premièrement celui de quitter l'OTAN, et donc de se désolidariser de la politique agressive des USA sur la scène internationale, et deuxièmement celui d'abandonner le renouvellement de la gamme des sous-marins nucléaires tactiques Trident.

Menaçant clairement l'équipe travailliste, le militaire a expliqué que face à l'arrivée d'un gouvernement Corbyn un programme inchangé « il y aurait des démissions en masse à tous les échelons [de l'armée] et on serait effectivement face à la possibilité très réelle d'une mutinerie ».

Parallèlement à ces propos une violente campagne de dénigrement vise Corbyn et ses collaborateurs qui sont accusés d'être des traîtres à leur pays.

John Mc Donnell, chancelier de l'Echiquier² de l'ombre a dû publiquement s'excuser après qu'il ait déclaré que la mémoire de certains membres de l'IRA devrait être honorée, notamment celle de Bobby Sands, mort d'une grève de la faim sous la férule du gouvernement Thatcher.

Il avait aussi fait référence au massacre réalisé par les troupes britannique lors du tristement célèbre Bloody Sunday ce qui semble avoir ulcéré les militaires.

A ce sujet le général anonyme a déclaré dans son entretien : « De nombreux soldats sont dégoûtés par les déclarations de Corbyn et de Mc Donnell sur l'IRA, des hommes qui ont non seulement assassiné des soldats britanniques mais aussi des centaines de membres de leur communauté ».

Corbyn et ses proches, bien que forts de leur popularité, demeurent isolés dans leur propre parti. Un article du Monde diplomatique d'octobre 2015 avait déjà rapporté que les élus du parti travailliste à la chambre des communes étaient décidés à faire capoter le projet Corbyn.

Hilary Benn, le nouveau ministre des affaires étrangères du parti travailliste n'a pas condamné les propos du général et a déclaré qu'il ne croyait pas « qu'un gouvernement travailliste n'entamerait un quelconque désarmement nucléaire ou quitterait l'Alliance Atlantique »³. Une telle

déclaration d'un homme qui serait censé incarner la politique étrangère promue par Corbyn est clairement un acte de rébellion à l'intérieur même des rangs du candidat.

Par ailleurs *The Independent*³ a interrogé au sujet des menaces de l'armée à l'encontre de Jeremy Corbyn, un membre au-placé du parti travailliste. Ce dernier a affirmé laconiquement qu'il s'agissait « d'une déclaration étrange ». Il n'a pas condamné ladite déclaration, et parlant lui aussi de manière anonyme il n'a pas dénoncé le fait que l'armée ne divulgue pas l'identité du putschiste en puissance.

Cette dernière a, comble de l'hypocrisie, affirmé qu'elle n'était pas en mesure de l'identifier, alors que le général était présenté dans l'article du *Sunday Times* comme ayant servi en Ulster dans les années 1980-1990. Une rapide enquête aurait pu sélectionner rapidement quelques noms, les généraux n'étant pas légion dans une armée.

Cette absence d'enquête en dit long sur l'implication de l'ensemble de l'État-major britannique dans cette affaire, tout autant qu'elle démontre que l'establishment politique est prêt à tout pour empêcher la constitution d'un gouvernement de rupture avec le militarisme britannique et contraire aux intérêts de la classe au pouvoir.

Pourtant, Jeremy Corbyn est loin d'être un révolutionnaire. Député depuis trente ans il ne propose pas une rupture de fond avec le libéralisme, il incarne un courant redistributif de la bourgeoisie libérale, courant qui est désormais aussi détesté par les élites que ne l'étaient des mouvements bien plus offensifs du XXème siècle.

Dans l'Europe des marchés triomphants, la menace physique directe vient à présent entraver la moindre velléité de réforme politique ou sociale.

C. Kleir.



Jeremy Corbyn candidat du parti travailliste.

1-**The Sunday times**, le 20/09/2015 : « Corbyn hit by mutiny on airstrikes ».

2-Le système politique britannique fait que le parti de l'opposition met en place un « faux gouvernement », dit de « l'ombre », qui simule la politique qui serait faite si l'opposition était aux affaires. Le Chancelier de l'échiquier est le ministre en charge des finances et du trésor.

3-**The Independent**, le 20/09/2015 : « British Army could stage mutiny under Corbyn, says senior serving general ».

Solidarités sans frontières.



Le site d'information Kedistan a publié ce communiqué après les attentats de Paris, il remplace l'article initialement prévu sur le Kurdistan.

Le site d'actualité anarchiste consacré à l'actualité turque/kurde Kedistan se joint à la tristesse générale et pointe les responsabilités écrasantes des "démocraties" occidentales dans l'émergence de Daesh et notamment le soutien indéfectible à Erdogan, grand ami des islamistes.

Nous exprimons notre tristesse et nos condoléances pour les victimes des attentats de Paris.

Ces assassinats abjects, prémédités, nous révoltent. Autant que ceux d'Ankara, dirigés eux, contre une manifestation d'opposition en Turquie, ou celui de Suruç, en juin, qui vit mourir des jeunes en route pour Kobané.

On va pourtant essayer de nous faire croire, que ces victimes de Paris sont décédées pour la France, en lutte contre le terrorisme. On va nous parler de « déclaration de guerre ». Les cocardes ressortent.

Déjà, un état d'urgence est décrété, avant même de parler d'état de deuil. L'attitude sécuritaire est passée avant la compassion.

On peut s'attendre demain à une surenchère, à propos des frontières. Et on va encore entendre parler d'immigration et des réfugiés cause d'insécurité.

Déjà les appels à l'unité nationale sont de sortie, en même temps qu'on accepte les condoléances empressées d'un Erdogan, frère de lutte anti terroriste.

Mais si ces morts sont les nôtres, les guerres qui nourrissent le terrorisme elles, ne le sont pas.

Nous ne nous joindrons donc pas à des défilés appelés par des marchands de canons contre un terrorisme qu'ils cultivent à l'échelle mondiale, du fait de leur politique qui désespère les Peuples et les jette dans les bras de populismes religieux et de tueurs d'avenir.

Comment nous faire croire que la France lutte contre Daech lorsqu'elle soutient un Erdogan dans ses exactions contre les Kurdes qui le combattent ?

Ce terrorisme naît de la pourriture d'un système qui broie l'autonomie et la souveraineté des Peuples, en les forçant sous le joug, en les divisant au gré d'intérêts.

Comment nous faire croire que le gouvernement français lutte contre le terrorisme, lorsque que les circulations d'hydrocarbures frauduleux en provenance du Moyen Orient ne font pas l'objet d'embargo officiel ?

Comment enfin présenter l'invitation d'un président Iranien qui il y a peu, faisait bombarder ses opposants en Irak, au camp Lyberty et tresse des cordes pour son opposition intérieure ?

Ces contradictions qui justifient un état de guerre permanent auquel la France participe un peu partout dans le monde, sont les meilleurs alibis qu'on puisse fournir à des assassins kamikazes.

Oui, ces guerres sont les vôtres, mais les morts n'appartiennent pas à ceux qui les mènent en leur nom.

Kedistan se joint au deuil des familles, mais se désolidarise par avance de tous ceux qui voudraient en faire une instrumentalisation politicienne nationale.

« Nous ne participerons pas à la guerre contre les migrants, nous ne réprimerons pas les luttes sociales »

Une déclaration collective sur la crise migratoire par le "Diktyo Spartakos" (Réseau Spartacus), une organisation anticapitaliste, internationaliste et antimilitariste présente à l'intérieur de l'armée grecque depuis 1992, et signée depuis sa parution par les soldats du contingent de 50 unités différentes.

« Chairs déchirées par les barbelés, enfants noyés sur les plages, personnes affamées dans les rues et les squares, foules de gens qui implorent pour leurs papiers...

Avant qu'elles ne fassent les gros titres de la presse écrite et des journaux TV, beaucoup d'entre nous ont vu et vécu ces scènes honteuses sur la rivière Evros et dans les îles, où nous avons été envoyés pour faire notre service militaire obligatoire de l'absurde à la fois comme esclaves travailleurs et chair à canon.

Ces scènes nous ont choqués et monopolisent nos discussions. Mais nous ne voulons pas qu'elles deviennent la routine.

De même que nous ne nous sommes pas habitués et n'avons pas accepté les mémorandums de la Troïka, ainsi que toutes les politiques antipopulaires, les interventions impérialistes et leurs sales guerres, nous n'accepterons pas et ne nous habituerons pas à la situation terrible des réfugiés. C'est également la situation terrible de notre peuple, de notre propre monde, le monde du travail indépendamment de la nationalité, de la religion, du genre !

La soi-disant montée des flux migratoires est, en réalité, un exil, une fuite de la guerre et un déplacement contraint. Ce n'est pas un phénomène naturel. Les responsables existent. C'est leur crise capitaliste. Pour la surmonter, ils abolissent nos droits, nous conduisent à la faim, à l'indigence, au chômage, faisant de la migration une nécessité.

Les responsables sont les États-Unis, l'OTAN, l'UE, la Chine et la Russie. Ils imposent leurs intérêts économiques en utilisant la terreur et la mort, en maintenant et en ressuscitant de nouveaux alliés et ennemis, qui alimentent l'intégrisme religieux. Ce sont aussi les puissances impérialistes régionales (Turquie, Israël, Grèce, gouvernements arabes) qui exacerbent les antagonismes dans la région.

Ce sont ceux qui parlent de la déliquescence des États et de peuples inférieurs, ceux qui traitent les gens comme des déchets et mènent des opérations de ratissage, transformant des régions entières en

décharges humaines et en entrepôts pour l'exploitation la plus brutale ! Il n'y a qu'un seul ennemi de la bourgeoisie et de ses gouvernements : les travailleurs, qu'ils se battent pour leurs droits ou se déplacent sans papiers, même si ce sont les interventions militaires capitalistes qui ont conduit à leur déracinement.

Mais même alors, les réfugiés ne décident pas où ils vont : les flux migratoires sont canalisés vers les camps de concentration des temps modernes, les "hot spots" (points chauds) pour sélectionner les travailleurs qui seront exploités ! Bien sûr, quand ils ne seront plus nécessaires ou quand ils relèveront la tête, les capitalistes et leurs gouvernements pourront se débarrasser d'eux sous bonne escorte...

L'Etat grec et l'armée font partie du problème et non de sa solution. Le gouvernement SYRIZA-ANEL poursuit sa Guerre contre le Terrorisme, participe aux projets impérialistes, combat les menaces asymétriques" (immigrés, mouvements sociaux...), en jouant sur la fausse distinction entre les "bons réfugiés de guerre et les mauvais" migrants économiques. Les Forces armées nous appellent, nous, les soldats enrôlés aux côtés des mercenaires professionnels et des gradés, à faire la guerre contre l' "ennemi intérieur", comme lors des récentes manœuvres Parmenionas-2015 !

Dans ce cycle de mort-exploitation-oppression, les "ennemis" Grèce et Turquie patrouillent conjointement dans la mer Egée, et savent coopérer en harmonie ! En outre, la ligne de front de l'UE commence à partir de Gibraltar et se termine dans la mer Egée, avec Frontex dans un rôle décisif.

Un sous-marin grec va participer à la flotte européenne qui opère dans les eaux territoriales libyennes. À la 16ème Division sur l'Evros, nous sommes en état d'alerte contre les migrants en provenance d'Adrianopolis [Edirne en turc].

On nous a ordonné de faire des exercices de répression des foules, comme lorsque dans l'île de Kos après les événements dramatiques de Kalymnos le gouverneur a déclaré la loi martiale et demandé l'aide de l'armée contre les migrants affamés-assoiffés-



emprisonnés. Nous montons la garde et surveillons cette clôture meurtrière qui est la vraie raison de toutes les noyades dans la mer Egée.

Nous ne combattons pas, nous ne réprimerons pas, nous ne traquerons pas les migrants !

Nous, soldats en lutte, sommes contre tout cela. Contre leurs crimes passés et présents.

Nous appelons à un mouvement de masse, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'armée :

Pour bloquer par tous les moyens Frontex, l'OTAN, l'armée européenne, tant que les actions des Forces armées dans ce massacre continueront. Nous ne participerons pas à des patrouilles d'arrestation.

Pour aider à démolir les clôtures et non en créer de nouvelles. Qu'aucun soldat ne monte sur des navires pour des missions internationales.

Les navires, sous-marins et les avions doivent retourner à leurs bases. Nous ne participerons pas à leur ravitaillement.

Nous refusons de convertir l'armée grecque en un appareil répressif, que ce soit contre les migrants ou les mouvements sociaux.

Nous n'accepterons pas le replâtrage des structures sociales avec du travail bénévole. Pour nous, la menace asymétrique, c'est la guerre qu'ont lancée contre nous les gouvernements et les intérêts qu'ils soutiennent.

Nous demandons à nos collègues à montrer non seulement de la pitié et de la compassion, mais de prendre en considération nos intérêts de classe communs. Ce sont les mêmes institutions bourgeoises, les mêmes politiques bourgeoises, les mêmes gouvernements bourgeois qui détruisent jusqu'à nos rêves.

Ce que vivent aujourd'hui les réfugiés, les persécutions constantes de la part des mécanismes totalitaires de toute sorte, leur lutte pour la dignité et la survie, leur tragique présent, est pour beaucoup d'entre nous le cauchemar d'un présent et d'un futur que nous ne devons pas avoir à vivre : c'est l'État du totalitarisme parlementaire en collaboration avec les nazis de l'Aube dorée.

Nous avons conscience que les prochaines révoltes verront ceux d'en bas s'unir ensemble ou entrer en conflit les uns contre les autres.

Aujourd'hui, il n'existe pas de meilleure forme de solidarité concrète et de plus grand service rendu à nous-mêmes que d'attaquer le problème à sa racine.

Nous faisons partie d'un mouvement ouvrier et anti-guerre moderne qui ne peut exister que dans une perspective de classe, anticapitaliste et internationaliste.

Résistance, rupture et rejet total du gouvernement, de ses mécanismes impérialistes, et du monde bourgeois de l'oppression.»

Réseau des soldats libres Spartacus

Solidarités sans frontières.

Soutenez le Bataillon International de Libération au Rojava!

Le Secours Rouge lance une grande campagne de soutien au Kurdistan en lutte.

Au coeur du Moyen-Orient, les populations du Rojava (Kurdistan syrien) se sont soulevées depuis deux ans contre les forces réactionnaires qui oppressent la région depuis des décennies.

Après avoir libéré le Rojava de l'État Islamique, les habitants du Rojava et les nombreux révolutionnaires étrangers qui sont venus les soutenir inquiètent à présent les impérialistes américains et l'OTAN, ainsi que les régimes réactionnaires et fascistes du Moyen-Orient : la Turquie, l'Arabie Saoudite et l'Iran.

Tous à présent interviennent par bombardements ou ingérence, reproduisant les stratégies qui ont abouti à la création des nombreux groupes islamistes comme l'État Islamique, al Qaïda ou le front al-Nosra, des golems qui ont échappé au contrôle des pays capitalistes qui les ont façonnés.

Que ce soit par les attentats meurtriers, par les bombardements de civils, par les arrestations massives de militants révolutionnaires, par les attaques permanentes contre les guérillas populaires ou par les marchandages capitalistes, les ennemis du peuple ont bien du mal à arrêter la lutte de libération qu'ont entreprise les populations du Rojava, du Kurdistan et de tout le Moyen-Orient, et particulièrement les femmes armées du Rojava qui sont le pire cauchemar des islamistes.

La Turquie en a décidé autrement. Après s'être entourée de ses alliés habituels et historiques : USA, OTAN, Union Européenne,

ONU, social-démocrates et régimes réactionnaires, elle a entrepris une large campagne de répression à travers les territoires kurdes en Turquie, en Irak et en Syrie, avec pour objectif prioritaire de saboter les ambitions révolutionnaires des peuples opprimés du Rojava.

Aidons le Bataillon International de Libération qui regroupe des combattants communistes, anarchistes et antifascistes venus défendre le Rojava dans l'esprit des Brigades Internationales dans l'Espagne de 1936.

Apportons leur un soutien politique et matériel en finançant une centaine de pansements hémostatiques. 60% des blessés par balle meurent d'hémorragie en attendant d'être pris en charge : ces pansements stoppent l'hémorragie rapidement et coûtent 40€ l'unité.

Participez à cette récolte en envoyant vos dons au compte BE09 0016 1210 6957 avec la communication 'Rojava'.

Solidarité Révolutionnaire avec le Rojava ! Soutien à la lutte révolutionnaire des peuples du Rojava et d'ailleurs, contre les islamistes, les USA, l'OTAN et les états réactionnaires !

Groupes participant à la campagne :
Secours Rouge
Alternative Libertaire BXL
Sosyalist Kadınlar Birliđi
Iranian Youth Committee Belgium
Belçika Göçmenler Kolektifi



Nouveau crime de guerre de l'US army en Afghanistan, les personnels médicaux sont désormais des cibles légitimes pour le Pentagone.

Par Anthony Trat.

Samedi 3 octobre entre 2h08 et 3h15 du matin, un avion AC-130 de l'US army a réalisé une série d'attaques sur l'hôpital de médecins sans frontières à Kunduz.

Cet établissement est le seul de l'ONG dans le Nord-Est de l'Afghanistan, en 2014 il a reçu 22.000 patients et réalisé plus de 5.900 interventions chirurgicales.

Conformément à la doctrine non partisane de l'association humanitaire, les personnels soignent les patients quel que soit leur appartenance aux groupes belligérants. Membres des forces afghanes et talibans sont donc tous pris en charge dans la structure.

C'est ce qui semble être à l'origine de l'attaque américaine.

L'avion [voir photo ci-contre] a attaqué à la bombe et à la mitrailleuse lourde l'hôpital et ses abords. La série de raids aériens s'est réalisée avec des intervalles de 15 minutes durant une heure et quart, et ce malgré que les membres de MSF aient signalé à plusieurs interlocuteurs de la force internationale qu'ils étaient pris sous leur feu.

Après tergiversations, démentis et versions contradictoires, l'armée américaine a reconnu avoir réalisé cette attaque dans le cadre de combats dans la zone, et s'est justifiée d'avoir pris l'hôpital pour cible au motif « [qu']un agent du renseignement pakistanais coordonnant les activités des talibans » s'y serait trouvé, et que « l'hôpital était utilisé comme centre de commandement et de contrôle des talibans et pouvait contenir des armes lourdes. »¹.

Le rapport de MSF² dément la présence d'hommes armés à l'intérieur de la structure et Meinie Nicolai, présidente de la direction opérationnelle de MSF, a déclaré à la suite de ces propos : « l'hôpital a été intentionnellement ciblé [...] cela revient à un massacre prémédité. »³

Car l'Armée américaine ment. Ainsi, aux dires des personnes présentes, cette nuit du 2 au 3 octobre était particulièrement calme, contrairement à la semaine précédente où de violents combats avaient eu lieu à Kunduz. Et le rapport signale des événements qui ont eu lieu avant l'attaque et qui ne laissent guère de doute sur le caractère intentionnel du massacre.

En effet, l'ONG précise que le 29 septembre, face à la recrudescence des combats dans le secteur, elle avait confirmé ses coordonnées GPS à l'US département of defense, qui en avait accusé réception.

Le 30 septembre, après de rudes combats à Kunduz, l'hôpital s'occupait de 130 patients dont 65 talibans, mais aussi d'enfants, de civils blessés, et de 3 membres des forces officielles afghanes.

Le 1^{er} octobre, Washington contacte MSF et leur demande confirmation de la présence de talibans dans leurs locaux, ce que l'ONG fait en précisant que personne n'est armé et qu'il y avait sur place des blessés des deux camps.

Le même jour un agent de liaison de l'ONU prévenait les médecins qu'une attaque aérienne était prévue dans leur secteur, aussi a-t-il été décidé de rajouter des drapeaux de l'ONG sur les toits du bâtiment.

Le vendredi 2 octobre, quelques heures avant l'attaque, des diplomates français et australiens prévenaient que les personnels de l'hôpital couraient le risque d'être enlevés. Déjà le 29 septembre les Français avaient joint le personnel par téléphone afin d'anticiper un éventuel kidnapping. Les membres de MSF avaient en conséquence décidé qu'en dehors de leur service ils resteraient confinés et hébergés au sous-sol du bâtiment pour limiter les risques.

Au moment de l'attaque, plus d'une centaine de membres du staff de MSF dormaient en dessous de l'unité de soins intensifs.

Les descriptions du bombardement révèlent des scènes d'horreur, des enfants abandonnés sur des tables d'opération et tués par les bombes, des patients incapables de bouger brûlés vifs dans leur lit, une infirmière blessée par un shrapnel et dont le bras arraché pendouillait par la peau.

Les personnels et patients qui ont tenté de fuir le bâtiment ont été abattus à la mitrailleuse lourde.

Alors que l'ONG a demandé une enquête de la CIHEF qui se trouve être indépendante de l'ONU, les militaires américains ont refusé de remettre à des membres du Congrès l'enregistrement des discussions du pilote dans son cockpit avec sa hiérarchie.

Et pour cause, le world socialist web site a rapporté que la chaîne d'information NBC news indiquait jeudi 15 octobre qu'on pouvait entendre dans l'enregistrement l'équipage demander si ce qu'il faisait était légal tandis qu'ils réalisaient les cinq frappes à la mitrailleuse lourde⁴.

Cet énième crime de guerre des États-Unis en Afghanistan, alors que le retrait des troupes de ce pays était une promesse d'Obama, signe la décrépitude de l'État américain qui se comporte de plus en plus dans ses guerres impérialistes comme se comportaient les troupes de l'Allemagne nazie, ne se souciant même plus d'épargner la vie des blessés et de ceux qui les soignent.

L'absence de condamnation internationale d'un tel crime indique quant à elle que le respect des droits de l'Homme fondamentaux ne sont plus à l'ordre du jour chez nos dirigeants.



Un AC-130 c'est ça...

1. Associated Press : « AP newsbreak : US analysts knew Afghan site was hospital », 15 octobre 2015.

2. Médecins Sans Frontières : dossier « Attaque sur l'hôpital de Kunduz », 5 novembre 2015.

3. A.P. Ibid. 15 octobre 2015.

4 World socialist web site : « Le bombardement de l'hôpital de MSF à Kunduz était prémédité », 17 octobre 2015

Ils ont osé

Rennes Vichy-zen

La mairie de Rennes dirigée par la socialiste Nathalie Appéré a lancé une appli baptisée « RenCitéZen ». Le dispositif est assuré par un centre d'appel dit de « tranquillité publique » où douze télé-opérateurs enregistrent les signalements que les « citoyens » sont appelés à effectuer lorsqu'ils constatent des comportements à même de « perturber l'ordre et la tranquillité publique ». Sont visés les rassemblements festifs, les consommations d'alcool et de stupéfiants sur la voie publique. Les délateurs et délatrices pourront envoyer des photos directement avec leur smartphone, géolocalisation de l'appel incluse.

Un collectif est d'ores et déjà constitué pour faire cesser le dispositif pétainiste.

Humain, trop humain.

Rob Lawrie, un britannique de 49 ans était bénévole humanitaire à Calais. Le 24 octobre dernier il s'est fait arrêter par la douane en tentant de faire passer la frontière vers l'Angleterre à une petite fille de 4 ans dont la famille se trouve à Leeds. Coincée avec son père dans le camp de Calais la petite fille est menacée par l'arrivée de l'hiver, c'est ce qui semble avoir déterminé la tentative du britannique de sauver l'enfant.

Convoqué au tribunal de Boulogne le 14 janvier prochain, il risque 5 ans de prison et 30.000 euros. Plus de 50.000 personnes ont déjà signé une pétition de soutien. Une mobilisation à ses côtés le jour de l'audience s'impose.

Non-lieu pour les policiers responsables de la mort d'Amadou Koumè.

Amadou Koumè est mort dans un commissariat du 10^{ème} arrondissement de Paris en mars. Les autorités ont dissimulé son décès pendant un mois, on est alors en plein procès des policiers impliqués dans la mort Zyied et Bouna.

Malgré une autopsie qui a révélé un œdème pulmonaire conséquence d'une asphyxie et des traumatismes facial et cervical le procureur a déclaré le non-lieu.

La police réprime les mouvements de jeunesse londoniens.

En une semaine Londres a connu trois séquences d'affrontement entre des « jeunes » et les forces de l'ordre.

Le 31 octobre, la police intervient pour empêcher l'accès à une free-party et attaque les fêtards qui ripostent et se défendent.

Le 4 novembre c'est une manif contre le remplacement des bourses étudiantes par des prêts bancaires qui mobilise la jeunesse contre l'austérité. De violentes échauffourées opposeront toute l'après-midi manifestants et policiers.

Enfin (pour l'instant), le 5 novembre, la soirée *million masks* organisée par anonymous vire à l'émeute, une vingtaine de personnes seront arrêtées.

London baby ! Yeaaaah, London !

Dead, in the USA : 1.000 personnes assassinées par la police depuis janvier.

Les *Echos* rapportaient le 17 novembre l'information publiée par le *Guardian*. La police américaine a tué 860 personnes par balle, les 140 autres sont décédées par un coup de taser ou en détention.

Le gouvernement canadien prépare une loi anti-grève appelée « loi spéciale ».

Le *world socialist web* site a rapporté dans un article du 12 novembre que le gouvernement québécois dirigé par M. Couillard était prêt à voter une loi spéciale anti-ouvrière, rendant illégale la grève des fonctionnaires contre son projet de sape des salaires dans la fonction publique.

Les syndicats corrompus semblent attendre que la loi passe pour dire qu'il n'est plus possible d'agir contre...

Centre-Bretagne

La société Variscan obtient les permis exploratoires, un appel a été lancé pour entraver toute intrusion liée à l'activité minière sur les secteurs de Silfiac, Loc-Envel et Merléac.

Un article de William Sacher, intitulé *Que vient chercher en France la société Variscan mines ?*, dresse un tableau du type de société qu'est Variscan, et des magouilles qu'elle réalise¹.

Variscan mines est enregistrée à la bourse de Sidney en tant que junior australienne. Par un fonctionnement fondé sur l'appréciation Capital-Risque, une juniore vient prospecter dans des zones où les majors du secteur minier n'ont pas développé d'activités.

L'activité essentielle de Variscan se déroule sur les marchés spéculatifs et concerne des acteurs bien loin de l'industrie minière. Que le projet aboutisse ou non des investisseurs sont assurés de pouvoir faire du profit sur les cotations boursières de l'entreprise.

Délit d'initié, trafic d'influence, de terribles soupçons pèsent sur les conditions dans lesquelles l'entreprise en France a pu obtenir des permis d'explorations et augmenter sa valeur boursière en recelant des biens publics. Petit coup de loupe sur Variscan France et ses dirigeants !

C'est ce qu'on appelle d'affreux jojos. Jack Testard et Michel Bonnemaïson ont monté cette juniore minière après avoir travaillé de nombreuses années au BRGM en emportant à leur départ des informations relatives au sous-sol breton.

On apprend, à la lecture de Sacher, que la simple analyse d'un carottage volé au BRGM dans les années 70 a produit une hausse de la valeur boursière de Variscan bénéficiant aux actionnaires qui avaient pris soin d'augmenter leurs parts juste avant l'annonce des résultats de l'analyse.

On apprend aussi que Jack Testard est le président de la Chambre syndicale des industries minières (CSIM). Cette dernière est membre de la FEDEM qui avec la Fédération Française de l'Acier ont fusionné et créé A3M, une association d'industriels visant à développer les mines high-tech avec comme objectif de déblayer un fort tonnage pour exploiter les filons les plus fins. Ça tombe bien, c'est ce que fait Variscan !

On parle pour certains métaux d'extraction à par partir de 6 grammes par tonne. Les engagements de dépollution des zones exploitées sonnent faux, et l'ampleur des zones potentielles de forage mettent en danger les ressources hydriques de la région.



Pourtant, depuis quelques semaines la société a obtenu le permis d'explorer, contre l'avis d'une majorité de communes, mais avec le soutien du préfet. Cette période dite « exploratoire » est un enfumage dans la mesure où les deux loustics ont en leur possession toutes les données de terrain collectées par l'administration les dernières décennies.

Le dossier présenté par l'entreprise aux autorités comporte de nombreuses infractions aux lois notamment celle sur l'eau². Des recours ont été lancés auprès des tribunaux, mais rien n'arrête la machine administrative et pour cause.

Véritable homme-à-tout-faire de l'industrie minière en France, Testard fréquente Thierry Tuot, conseiller d'État en charge de la réforme du code minier auprès de qui il aura su faire valoir les intérêts des capitalistes de ce secteur. Publié en juin dernier, ce nouveau code minier inscrit dans la loi les mutations proposées par les géants du secteur.

De plus en mobilisé-es, les opposant-es au projet ont rassemblé 1000 manifestants à Guingamp le 24 octobre. Portée par l'Alternative au

projet minier, la mobilisation entraîne et rejoint d'autres luttes. Ainsi, le 14 novembre une manifestation interluttes de Bretagne est-elle organisée à Landivisiau.

Emmanuel Macron, ministre en charge du dossier avait déclaré à Ouest France le 7 octobre : « Faut-il stopper [les projets à la con, ndr] dès qu'une opposition s'exprime ? [...] Si vous suivez cette voie, c'est le blocage, la paralysie de notre économie et de la vie locale. Il faut pouvoir avancer et créer de l'activité, mais en répondant aux préoccupations légitimes »³.

De l'activité, va y en avoir dans la vie « locale », mais pour ce qui est d'avancer, pas sûr que ce soit dans la direction que désire le ministre des banques et des industriels.

Taup Hinenburg

1- *« Que vient chercher en France la société Variscan mines ? »*, sur le site *Brest médias libres*, 27/10/2015.

2-A consulter sur le site *Alternative projet minier*.

3-*Ouest France*, le 07/10/2015 : « Permis de Loc-Envel. Les explications d'Emmanuel Macron ».

Pontivy, l'extrême-droite encouragée par les autorités à semer la violence et la haine : la riposte se prépare.

Le samedi 14 novembre dernier une grande manifestation réunissait 19 collectifs en lutte sur toute la Bretagne. C'est à Landivisiau que se sont retrouvées entre 500 et 1000 personnes. Au programme de la journée, un pique-nique interluttes, une manifestation jusqu'au terrain où doit être construit une centrale à gaz contestée par la population, puis pour la soirée, un fest-noz militants. Rassemblement des groupes en luttes contre les violences policières, opposé aux projets minier dans le Kreiz-Breizh, ou encore des groupes de naturalistes, tous et toutes se rejoignaient contre les grands projets inutiles et le traitement répressif du mouvement social.

Las, le rendez-vous avait lieu au lendemain des attentats du vendredi 13 novembre à Paris, et l'État d'urgence venait d'être imposé. Aussi il y a eu des tentatives des autorités de faire annuler la marche pour la « sécurité des manifestants », mais les personnes présentes ont fait fi des injonctions et ont manifesté dans les rues de Landivisiau, qui semblaient à peu près sûres hormis la présence de gendarmes et de nombreux policiers en civils infiltrés dans la manifestation. Toute la fin d'après-midi un hélicoptère a survolé les abords du rassemblement, on apprit par la suite que plusieurs fourgons police anti-émeutes avaient stationné toute la journée, sans se rendre visibles des participants à la manifestation.

Du genre bon enfant, composée de gens venus en famille, la manifestation ne nécessitait absolument pas un tel dispositif policier. Ce n'était pas le cas d'une autre manifestation, autorisée celle-là, à Pontivy. Adsav et Riposte Laïque avaient appelé à défiler contre les immigrés, et ce samedi 14 novembre ce sont 200 hooligans et néo-nazis bourrés qui ont semé la terreur dans les rues de Pontivy tout l'après-midi.

Alors qu'à Landivisiau un dispositif policier très conséquent était en place contre des manifestants pacifiques, ici seuls 30 gendarmes étaient déployés pour encadrer 200 nazis. La peste brune a eu carte blanche pour se répandre dans les rues de la petite cité bretonne. De nombreuses personnes ont été blessées, deux ont des ITT supérieures à 20 jours, une jeune femme brutalisée a été dévêtue de force dans la rue, un jeune homme au faciès trop brun a été passé à tabac ainsi que des



La troupe de hooligans et de nazis ont pu tranquillement occuper Pontivy ce samedi 14 novembre.

militants politiques de gauche. Des restaurants de cuisine étrangère ont été saccagés, le centre d'accueil des demandeurs d'asile attaqué, le tout sous les yeux des gendarmes.

Le traitement médiatique de l'affaire a été très léger, la presse locale a repris les communiqués de Breizh-info, un site internet fasciste. Pire, ici ou là on est allé jusqu'à présenter les personnes agressées comme des provocatrices. Le sous-préfet a déclaré à une élue que les faits de violence rapportés étaient exagérés argumentant du fait que seules trois plaintes avaient été déposées.

Suite à une réunion le samedi suivant, 120 personnes ont décidé de réactiver un Comité de Vigilance contre l'Extrême-droite, les parents

d'une lycéenne identifiée et menacée sur facebook par les loups fascistes ont décidé de porter l'affaire en justice. Enfin le préfet fait lui aussi l'objet d'une plainte. La maire de la ville, Christine Le Strat, au rôle plus qu'ambiguë dans l'affaire, est appelée à condamner les violences d'ici au prochain conseil municipal du 7 décembre, sous peine d'avoir à faire face à une levée de boucliers.

Que celle-ci soit autorisée ou non, le Comité appelle d'ores et déjà à une grande manifestation le samedi 19 décembre à Pontivy pour enclencher la riposte.

Puisque les loups s'en viennent la nuit venue, pas de couvre-feu pour l'antifascisme !
No pasaran !

Menaces policières à l'encontre des opposants à la Cop21.

Alors que de nombreux appels en France et à l'étranger ont été lancés afin de s'opposer à la mascarade du sommet mondial pour le climat qui se déroulera à Paris en décembre, le gouvernement s'apprête à fermer les frontières de l'hexagone aux opposants des autres pays européens.

L'information révélée par le site en ligne Bastamag fait suite à la publication par le Conseil de l'Union Européenne d'une note transmise par les autorités françaises annonçant la fermeture des frontières ainsi qu'un rétablissement des contrôles à compter du 13 novembre.

Cette décision est prise pour une durée de 4 semaines, ce qui correspond au maximum autorisé par l'article 23 du code Schengen permettant de suspendre la liberté de circulation en cas « de menace grave pour l'ordre public et la sécurité intérieure ».

En parallèle, alors que même les médias présentent ce sommet comme un non-événement qui n'aura aucune incidence sur l'évolution dramatique du dérèglement climatique, la presse s'empli de menaces à peine voilées à l'adresse des opposants au sommet.

Ainsi le 30 octobre, des médias nationaux comme le point et France-info ont relayé les propos d'un élu breton sous le titre « Les Blacks Blocs s'entraînent en France avant la Cop 21 ».

Du 23 au 25 octobre à Pont-de-Buis (Finistère) avait lieu un week-end d'actions et de débats contre les armes de la police organisé dans la petite ville où l'usine Nobel sport produit les armes mutilantes (flash-ball, grenades...) utilisées par les polices du monde entier.

Pour empêcher les manifestants de s'approcher du site la police avait déployé toutes ses forces autour de l'usine.

Malgré cela, le dimanche, plus d'une centaine de personnes ont réussi à déjouer le dispositif policier et à approcher une partie du site, qui couvre 100 hectares, déstabilisant par une fausse charge les gendarmes mobiles présents.

Pis, la préfecture avait annoncé pour la fin du camp la fouille de tous les véhicules des participants. Mais à l'heure de quitter les lieux c'est un convoi de véhicules roulant pare-choc contre pare-choc qui a quitté les lieux, escorté à pied par les occupants, prêts à empêcher les gendarmes mobiles présents autour d'eux d'effectuer le moindre contrôle.

En ridiculisant la démesure des moyens policiers engagés dans l'opération (plusieurs centaines de policiers et gendarmes, un hélicoptère...), les manifestants de Pont-de-Buis ont posé une balise dans la nuit sécuritaire et révélé un mot d'ordre décisif : « On y va ensemble, on rentre ensemble ».

L'action de Pont-de-Buis avait été organisée un an après la mort de Rémy Fraisse et ce pour dénoncer le fabricant armant la brutalité policière. Cela n'empêche pas le gouvernement d'instrumentaliser l'événement pour l'assimiler à une conspiration ourdie par des agents extérieurs à la société relayé en cela par la presse régionale et nationale.

Alors que les journaux locaux avaient avant le week-end titré sur le thème : « Pont-de-Buis les zadistes arrivent ce vendredi », un proche de Manuel Valls a assuré que l'action de Pont-de-Buis était une « répétition avant de frapper pendant la conférence climat en décembre à Paris ».

Les mots utilisés assimilent l'action de Pont-de-Buis et la préparation du contre-sommet à une attaque terroriste. Les services du Premier Ministre ont aussi fait état de la présence « d'éléments étrangers » parmi les militants, ce qui justifierait la fermeture de l'hexagone aux manifestants des autres pays, et partant, de violer le traité de Schengen.

Sous le mot d'ordre « Cap sur la Cop », de nombreux collectifs organisent des marches vers Paris et des actions sur tout le territoire.

A un moment où l'exécutif français est frappé d'une forte impopularité et que les colères montent de toutes parts, on comprend la frénésie du pouvoir à s'inquiéter de toute mobilisation qu'il ne pourra pas contrôler. On peut être Charlie, mais pas de liberté d'expression pour qui critique l'ordre social.

La protection de la COP 21 devient donc un enjeu de sécurité nationale car elle doit à n'importe quel prix imposer la vision ultra-libérale du changement climatique et consacrer l'hypocrisie planétaire des grandes puissances.

Son mot d'ordre est : "UN AUTRE MONDE CA VA PAS ETRE POSSIBLE".

A cette fin, la police et les services de renseignement sont pleinement mobilisés. France-info a révélé que depuis août la direction de la police nationale a demandé à tous les chefs de service de limiter au maximum les congés pendant les 15 jours de la conférence.

Le député breton cité par France info le 29 octobre a donné le ton de ce que devrait être l'attitude des pouvoirs publics en fanfaronnant à propos des soi-disant Blacks Blocks : « il faudra les bloquer aux frontières

[...] c'est le boulot des services de renseignements et eux aussi ils ont pu s'entraîner ce week-end [à pont-de-Buis] ».

Mais la réaction des autorités ne concerne pas que les frontières. Ainsi la répression a-t-elle déjà commencé dans l'hexagone.

Un groupe de marcheurs composé des résistants au projet de LGV Bordeaux-Paris, voulaient remonter le tracé en cours d'abandon pour dénoncer le temps de leur périple vers la COP21, les destructions massives que commet ce projet pharaonique2.

Ils ont été huit à être interpellés samedi 24 octobre, ils sont convoqués au tribunal le 19 février prochain pour « avoir circulé à pied le long d'une voie ferrée » pas encore en exploitation ...

D'autres marcheurs ont fait état d'interventions plus discrètes de gendarmes après des rencontres réalisées avec des personnes sur leur itinéraire, la moindre preuve d'hospitalité des habitants devenant un lien suspect, la moindre discussion une « réunion secrète »3.

A Strasbourg le journaliste Gaspard Glanz a été interpellé en marge d'une action cop 21 ciblant un Crédit Agricole le vendredi 7 novembre dernier.

Des militants organisaient ce jour-là une action symbolique, dans le cadre d'une journée nationale de lutte contre les paradis fiscaux où des banques françaises opèrent, afin d'invoquer le rapatriement des fonds pour financer la « lutte contre le changement climatique ».

L'action des « faucheurs de chaises », dite « radicale-non-violente », consiste à faucher dans les banques véreuses autant de chaises qu'il y aura d'États représentés au sommet pour dénoncer leur « immobilisme ». Bref une initiative très gentille, et qui n'avait de radicale que le nom.

L'action s'était vite achevée, toutes les chaises ayant été récupérées de force par la responsable de l'agence visée, et à l'arrivée de la police il ne se passait plus rien. Il n'y eu pas d'arrestation donc, sauf celle d'un journaliste.

Il peut apparaître étrange que la police ait arrêté Gaspard Glanz alors que tout au long de l'action un agent des renseignements généraux était présent sachant donc parfaitement qui il était. Mais c'est

oublier un peu vite que ce jeune journaliste fait régulièrement l'objet d'agression de la part des forces de l'ordre. Il a créé Taranis news, un site d'information en ligne, où l'actualité sociale prend une place importante. Il réalise avec des collègues des films vus par un public nombreux et travaille régulièrement pour des entreprises majeures comme Rue 89 ou RT.

Ses vidéos semblent déranger le pouvoir, notamment parce qu'il filme les violences policières. Aussi Gaspard Glanz est-il dans le collimateur.

Il a par deux fois été visé et blessé par les policiers, et ce sciemment, en 2014 et 2015 à Nantes alors qu'il couvrait des manifestations. Blessure par grenade le 22 février 2014, blessure par balle en caoutchouc le 1er novembre de la même année. Le 21 février 2015 il enregistre et évite de justesse un tir de LBD à hauteur de tête réalisé par un policier qui le visait clairement3.

Son collègue à Taranis news a été perquisitionné en juin dans une procédure bidon par des agents du renseignement qui ont fait main basse sur ses enregistrements et matériel informatique.

De même, à Strasbourg ce vendredi 6 novembre la police a tenté de subtiliser le contenu des enregistrements des prises de vue de Gaspard Glanz, il a passé 18 heures en garde à vue, et a dû attendre deux jours pour récupérer son matériel4.

Une seule certitude, la COP 21 peinera à se dérouler sans que de nombreuses personnes viennent rappeler qu'elle incarne par ses participants le monde qu'il faut combattre pour agir concrètement face aux enjeux du changement climatique.

Le mot d'ordre Cap sur la Cop apparaît dès lors comme le sextant de la mobilisation sociale de cet automne, pour construire le monde que nous voulons.

Niconick Uleau

Article rédigé le 11 novembre 2015

Le Médef veut étendre l'État d'urgence à la gestion des personnels.

Geoffroy Roux de Bézieux, numéro 2 du Médef a fait des déclarations publiques dans lesquelles le patronat propose d'utiliser le contexte de l'État d'urgence pour organiser un contrôle policier des travailleurs.

Le figaro a publié le 20 novembre des propos du numéro 2 du Médef selon qui il serait possible d'étendre les lois racistes qui visent les musulmans aux entreprises. Il a déclaré à ce sujet : « Nous sommes vigilants sur l'évolution du fait religieux dans les entreprises qui ne sont pas sous le coup de la loi sur la laïcité qui ne concernent que la fonction publique et l'espace public. L'entreprise est un lieu privé. [...] Nous sommes encore sous le coup de l'émotion et donc pas en mesure d'affirmer quoi que ce soit sur le sujet, mais, en tous cas, c'est une question qui est posée ».

Reçu mardi 17 novembre sur France Info, il a estimé que la « radicalisation » de certains salariés devraient faire l'objet d'un travail de police et de renseignements de la part des entreprises. Ainsi il a dit « Une entreprise citoyenne c'est une entreprise qui intègre mais aussi une entreprise qui dénonce ». Au-delà du caractère hypocrite de cette déclaration, en effet les entreprises françaises sont régulièrement pointées du doigt pour leurs discriminations des travailleurs et travailleuses au nom à consonance étrangère, De Bézieux appelle dans cette phrase à une surveillance de masse des opinions des salarié-e-s par le patronat.

S'il utilise aujourd'hui la question de l'opinion religieuse des employé-e-s, il est évident que ce qu'il nomme « radicalisation » sera demain utilisé pour attaquer des grévistes ou des salarié-e-s en lutte contre des licenciements, comme on a pu le constater avec la répression qui a visé les salariés d'Air France après qu'ils eurent envahi un Comité d'Entreprise réuni pour organiser des licenciements de masse dans la société de transport aérien.

De Bézieux a affirmé, toujours sur France Info, que le Médef soutenait le gouvernement et était favorable au recrutement de 5.000



policiers et gendarmes supplémentaires pour assurer « un État fort dans ses fonctions régaliennes ».

Interrogé par le journaliste sur le déficit qu'allait entraîner ces dépenses supplémentaires de 500 millions d'euros, il a expliqué que c'est par la suppression de postes dans la fonction publique territoriale qu'il allait falloir faire les coupes budgétaires nécessaires.

Ces déclarations du représentant du grand patronat français sont une menace à prendre très au sérieux par les salarié-e-s, la préparation d'un État d'urgence permanent intégré à la constitution française est une opportunité pour le patronat de rendre « terroriste » toute forme de contestation des réformes passées et en cours visant à supprimer les protections salariales. Les plans d'austérité, inscrits dans la constitution via la « règle d'or », vont donc s'intensifier avec l'accroissement des dépenses de sécurité et de défense. L'extension de l'appareil de

renseignement dans l'entreprise vise à repérer les moutons noirs qui voudraient organiser la lutte contre le patronat.

Dans cette perspective De Bézieux a déclaré à l'antenne de France Info, qu'il s'apprêtait à mobiliser les réservistes et les futurs membres de la garde nationale que Hollande vient de créer, avec pour objectif de « valoriser leur expérience pour l'entreprise », c'est à dire de créer au sein des salarié-e-s, une sorte de milice mobilisable dès que le besoin se ferait sentir.

L'État d'urgence sert de couverture à la mise en place en France d'un État policier au service de la défense du patronat. Lutter contre lui est une priorité pour les travailleurs et les travailleuses.

Jack Cuze.

Merah, Coulibaly: l'ombre des services de renseignement français plane sur les attentats.

article du 9 novembre 2015

De larges zones d'ombre sont apparues sur les tueries de Toulouse en 2012 et les meurtres de MontRouge et du magasin hyper-casher de la porte de Vincennes, mais il ne semble pas que cela doive faire l'objet d'une focalisation médiatique.

Le 23 mars 2012, après que des interrogations sur la proximité des services de renseignements avec Mohammed Merah, Bernard Squarcini, directeur central du renseignement intérieur, a accordé une interview au journal Le Monde¹.

Démentant toute faille dans le travail des services de surveillance, il a toutefois confirmé que ses services étaient en contact avec Merah. Ainsi, tout en dressant le profil d'un jeune homme délirant, un petit délinquant qui se serait autoradicalisé, Squarcini explique que les premiers contacts des barbouzes avec Merah remontent à décembre 2010. A l'époque, Mohammed Merah vient d'être expulsé d'Afghanistan par les américains après avoir été arrêté par la police afghane au cours d'un contrôle routier à Kandahar.

Il décrit le voyage de Merah qui passe du temps chez son frère au Caire après être allé en Turquie, en Syrie, au Liban, en Jordanie et même en Israël. Puis il va en Afghanistan en passant par le Tadjikistan.

Selon Squarcini l'enquête qui suit son arrivée en France ne donne rien de probant. Pourtant les services secrets semblent rester en contact avec Merah puisqu'il sera convoqué à la DCRI à l'automne 2011. A l'époque, Squarcini explique que Merah les appelle le 13 octobre du Pakistan et déclare : « Dès que je rentre, je vous contacte », ensuite, hospitalisé pour une hépatite il appelle de l'hôpital Purpan à Toulouse et leur assure : « Dès que je sors, je viens vous voir ».

Squarcini décrit un homme : « [qui] fait preuve d'une excellente coopération, d'éducation, et de courtoisie » [...] « Il vient à l'entretien avec sa clé USB qui contient ses photos de voyages. Il demande à s'allonger sur la table pour pouvoir discuter parce qu'il est malade, dit-il. Il explique en photos tout le parcours touristique qu'il a réalisé au Proche-Orient, en Afghanistan et au Pakistan ». On croit rêver, le patron du renseignement français, sous la présidence de Sarkozy, avec comme ministre Claude Guéant, est en contact avec un Rmiste, sorti de taule, expulsé déjà une fois d'Afghanistan par les américains, qui se ballade de l'Europe au Moyen-Orient et lui donne de temps en temps un petit coup de fil, avant de venir dans ses locaux faire une soirée-photos allongé sur sa table...

Le jour de la mort de Merah dans son appartement de Toulouse, les médias avaient rapporté que le « terroriste », avait discuté avec son correspondant à la DCRI. Squarcini rapporte que Merah lui aurait alors dit : « de toute façon [...] j'allais te fumer ». Yves Bonnet, ancien patron de la DST avait affirmé : « avoir un correspondant à la DCRI n'a rien d'anodin », pour lui Merah devait être indic ou même agent actif². Le fait qu'il ait été abattu et non pas arrêté empêchant d'en savoir plus de sa bouche.

Le 27 mars 2012 les Inrockuptibles rapportaient un article d'Il Foglio dans lequel la DGSE était désignée comme protégeant Merah. On y apprenait notamment que : « La DGSE a obtenu pour lui [Mohamed Merah], en le présentant comme un informateur, une entrée en Israël en septembre 2010 via un poste de contrôle à la frontière avec la Jordanie. Son entrée en Israël, couverte par les Français visait à prouver au réseau djihadiste sa capacité à passer à travers la frontière avec un passeport européen »³.

Quant au profil de « loup solitaire » autoradicalisé, il ne tient pas la route⁴. Une vidéo prise par des complices a été reçue par Al-Jazeera au moment même où Merah était retranché dans son appartement, Sarkozy a demandé aux chaînes recevant ces images de ne pas les diffuser, et Hollande prévenant Al-Jazeera qu'elle risquait de perdre ses droits d'émission en France si elle diffusait ces images⁵.

Trois ans après les faits, les meurtres d'Amedy Coulibaly font aussi l'objet d'interrogations graves. En mai la Voix du Nord et Marianne s'interrogent sur les liens entre Coulibaly et un barbouze d'extrême-droite Claude Hermant qui organisait le trafic d'armes qui a armé Coulibaly⁶.

Les numéros de série des cinq armes de guerre du terroriste correspondent à des armes slovaques remilitarisées par Hermant qui est incarcéré depuis janvier dans le cadre de ce trafic. Ce dernier est un ancien militaire, chef des identitaires lillois et qui travaille avec la police⁷.

Le 8 mai dans le cadre de l'enquête visant Hermant, un douanier de l'antenne lilloise de la DNRED est inculpé⁸. Le 10 septembre médiapart explique le trafic et précise que si 5 armes se sont retrouvées entre les mains de Coulibaly c'est via l'entremise de « S.L. » un membre du milieu incarcéré depuis. Hermant reconnaît avoir remilitariser les armes, mais pour le reste il met en cause deux policiers et un douanier⁹. Le 25 septembre la Voix du Nord rapporte quant à elle que le ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve avait opposé le secret défense aux juges lillois enquêtant sur l'affaire, de même que le gendarme convoqué par ces derniers a refusé de répondre à leurs questions sur le dossier¹⁰.

Les tueries de Toulouse et celles de Coulibaly ont justifié et musclé les discours antiterroristes et liberticides en France, l'implication des renseignements dans les activités de ceux qui sont passés à l'acte en tuant des gens innocents impose de regarder ces événements avec une profonde perplexité. (article du 10 novembre 2015)

Deep-Throat.

1- *Le Monde*, le 23/03/2012 : « Bernard Squarcini : nous ne pouvions pas aller plus vite ».

2- *La dépêche du midi*, le 27/03/2012 : « Mohamed Merah avait des relations avec la DCRI selon l'ex-patron de la DST ».

3- *Les Inrockuptibles*, le 27/03/2012 : « Comment le nom de Mohamed Merah a été associé à la DGSE ».

4- *Médiapart*, le 06/09/2012 : « Affaire Merah : Monsieur Squarcini a menti ».

5- *world socialist web site*, le 05/04/2012 : « Le tireur de Toulouse aurait été un informateur des services de renseignements français ».

6- *Marianne*, le 06/05/2015 : « Claude Hermant : barbouze d'extrême-droite et fournisseur d'armes de Coulibaly ».

7- *L'estaca*, Février-Mars 2015 : « Le retour des milices fascistes ».

8- *La Voix du Nord*, le 08/05/2015 : « Un douanier de l'antenne lilloise de la DNRED inculpé pour « acquisition et détention » d'armes de guerre procurée auprès de Hermant ».

9- *Médiapart*, le 10/09/2015 : « Attentats de Paris : l'énigme des armes de Coulibaly ».

10- *La Voix du Nord*, le 25/09/2015 : « Affaire Claude Hermant : le secret défense qui ajoute au trouble ».

François Hollande sera-t-il un jour poursuivi pour meurtre ? article du 9 novembre 2015

Dans son ouvrage, *Les tueurs de la République*, publié aux éditions Fayard en février 2015, Vincent Nouzille donne un éclairage sur l'ampleur des opérations d'assassinats commandées par l'Élysée. Il décrit l'influence du chef d'état-major particulier de Hollande, ainsi que le comportement de ce dernier en chef de guerre qui applique la loi du Talion.

François Hollande est le président de la République qui a le plus eu recours aux exécutions extrajudiciaires nommées « opération OMO » pour homicide. Les assassinats ciblés sont réalisés par le service action de la DGSE au sein duquel une section dite « Alpha » abrite des agents secrets qui ne sont même pas connus de la DGSE afin de les rendre entièrement invisibles dans la société. Vincent Nouzille rappelle que cette section a été créée après le scandale du Rainow Warrior où deux agents de la DGSE s'étaient fait pincer après avoir tué par erreur des militants de Greenpeace.

La dérive vers un caractère systématique de ces activités criminelles aura été entamée par les américains au cours des années 2000 avec le patriot act et l'invasion illégale de l'Irak puis la révélation de l'existence de centres de tortures et du réseau international des prisons secrètes de la CIA. Cette politique est assumée par Washington qui a entraîné ses alliés dans la guerre dite contre la « terreur ».

En adoptant une vision similaire à celle des faucons américains, la présidence Hollande assume pleinement la violation de frontières d'États souverains qui ne

sont pas en guerre avec la France, et l'assassinat de HVT (High Value Target), cibles à haute valeur, comme des chefs de réseaux djihadistes, et ce en dehors de tout cadre judiciaire.

Parfois réalisées par des drones US, quand les services français ne peuvent pas atteindre eux-mêmes leur cible, les opérations d'assassinats ciblés ont visé ces derniers mois des ressortissants français participant au djihad en Syrie. Ainsi dans la nuit du 8 au 9 octobre 2015 l'armée française a bombardé à Raqqa ce qu'elle présentait comme un « centre d'entraînement terroriste », qui était en réalité un lieu d'hébergement des djihadistes francophones. L'attaque visait particulièrement Salim Benghalem recherché par les autorités judiciaires françaises et classé comme HVT par les renseignements occidentaux².

Le Figaro du 12 octobre rapportait que six français faisaient partie des morts lors du raid de Raqqa. Le premier ministre Manuel Valls et les services de l'Élysée refusaient toutefois de parler d'assassinats ciblés, et ont refusé de communiquer davantage sur le sujet³.

Invité des quatre vérités du 27 février 2015, Vincent Nouzille avait précisé que François Hollande portait sur lui une « Kill list », comme celle d'Obama, et que le nombre de noms s'allongeait considérablement de jours en jours. Citant un proche du président qu'il a interrogé sur le sujet lors de son enquête, il a dit à propos des assassinats ordonnés par Hollande : « On n'a pas connu ça depuis la guerre d'Algérie où il y a eu plus de

200 assassinats ciblés réalisés par le SDECE⁴ [...] On est peut-être déjà dans une guerre clandestine dont on ne maîtrise pas l'issue ».

Le présentateur de l'émission, Guillaume Daret, s'est livré à un exercice de légitimation de ces pratiques en annonçant la couleur dès le début. Présentant son invité et son livre, il a décrit Les Tueurs de la République comme étant « un ouvrage passionnant car il mêle politique et espionnage »⁵. Une manière de dédramatiser d'entrée de jeu les assassinats ciblés.

Plus loin dans l'émission à propos de cette guerre clandestine, dont les répercussions se sont fait sentir en France notamment après les attaques du 7 janvier, Guillaume Daret pose cette question : « On va de plus en plus vers un modèle israélien, américain. Est-ce que ces opérations ne vont pas devenir de plus en plus publiques ? Est-ce que ça ne va pas devenir un argument politique le fait de répliquer militairement ? ». Réponse de son invité : « [...] maintenant au ministère de la défense et à la DGSE on le dit, aujourd'hui on fait des listes et on neutralise ».

En août le world socialist web site a rapporté les propos contenus dans un article du point du 8 août intitulé « Guerre contre le terrorisme-Permis de tuer ». Prenant la défense de Hollande dans son soi-disant droit à tuer des gens sans autre forme de procès, le magazine a écrit : « L'état de droit a sa part d'ombre. Le président de la République a le droit de tuer, malgré l'abolition de la peine de mort. Monarque républicain, le chef des armées possède la faculté de baisser le pouce en décidant, seul et



"French-killer"

de sang-froid, de faire passer un homme de vie à trépas ». Le *Point* qualifie cela de « droit incontestable, parce qu'il n'est rédigé nulle part. Et parce que son exercice n'est ni discuté, ni partagé, ni contrôlé »⁶.

La presse française a relayé les informations du livre de Vincent Nouzille sans qu'elles face l'objet d'aucune condamnation morale. De vagues débats sur les difficultés « juridiques » de telles actions ont eu lieu à la télé et sur les radios, rappelant les débats aux États-Unis sur la nécessité du recours à la torture, mais il semble acquis pour les médias qu'on peut dorénavant parler ouvertement des assassinats ciblés.

Demain cette pratique s'étendra à d'autres types de personnes considérées comme « hostiles à la France », et augmentera de plus en plus les pouvoirs d'un État policier.

Ian Valtin.

1- *Le Monde* du 05.02.2013 : « Prisons secrètes : 54 pays ont collaboré avec la CIA ».

Open Society Justice Initiative : « Globalizing Torture, CIA secret detention and extraordinary rendition ».

2- *Le Monde* du 17.10.2015 : « Syrie : Salim Benghalem, la cible des frappes françaises à Raqqa ».

3- *Le Figaro* du 12.10.2015 : « Syrie : les djihadistes français en ligne de mire ».

4- Paul Grossin chef du SDECE de 1957 à 1962 créa la seconde « main rouge », « machine à tuer du renseignement français » avec l'aval de Guy Mollet chef socialiste du gouvernement.

5- *Les 4 vérités* du 27 février 2015 : « Vincent Nouzille : l'État français applique la loi du talion ».

6- *world socialist web site* article du 20 août 2015 : « la présidence française maintient une liste de personnes à assassiner ».

Les crimes de la V^{ème} République par Davodeau et Collombat.

La bande dessinée « Cher pays de mon enfance, enquête sur les années de plombs de la Vème République » revient sur les crimes du SAC et du pouvoir gaulliste. Ravivant une plaie toujours purulente, l'ouvrage pointe aussi en filigrane le « personnel » politique d'aujourd'hui, dont Sarkozy, fils spirituel de Pasqua. L'exécution du juge Renaud à Lyon, en

juillet 1975, les braquages à fin de financement du parti gaulliste, l'assassinat de Robert Boulin, les actions coups de poing contre les syndicalistes, un nombre inconnu d'assassinats, le SAC, la police secrète des gaullistes, a été l'arme de poing de notre belle République. Le sang n'est pas encore sec et certaines mémoires toujours fraîches.

